

Aujourd'hui, le débat sur les migrants fait la une de l'actualité. Plus de 80% de ceux qui fuient guerres, persécutions, misère trouvent refuge dans les pays voisins des leurs. Seule, une petite minorité arrive en Europe. Et pourtant, racistes et démagogues font tout pour faire peur, susciter des réactions d'exclusion en faisant appel aux pires instincts humains de rejet de tout ce qui est différent. Dans de nombreux pays se mettent en oeuvre des politiques niant l'humanité de l'autre.

Et en France, en Côte d'Or ? Depuis longtemps, associations, simples citoyens se mobilisent pour faire respecter les droits de tous, accueillir, créer des relations de fraternité. Cela a aidé beaucoup de ceux qui devaient fuir leurs pays à survivre, à ne pas être renvoyés vers l'enfer.

Mais la situation se dégrade :

Une loi « asile immigration » est actuellement en cours d'adoption : elle rend encore plus difficile la possibilité pour les exilés de vivre dignement en France devenant par là une machine à créer des sans droits et à expulser. En Côte d'Or, nous constatons une dégradation depuis plusieurs mois du respect des droits humains par les services préfectoraux

- un père de deux enfants mineurs vient de se voir signifier une expulsion pour le 3 juillet le séparant de sa famille sans que le moindre délit lui ait été reproché (non, ce n'est pas à la frontière USA-Mexique ou en Hongrie, c'est à Dijon). Des démarches ont été entreprises pour défendre le droit de ces enfants à avoir des parents. Tout doit être fait pour empêcher cela
- de nombreuses personnes qui pourraient obtenir le droit de vivre en sécurité avec un titre de séjour par simple application de textes existants se voient menacées d'expulsion, les tracasseries administratives se multiplient
- les associations de défense des droits humains ont été reçues à la préfecture le 8 juin, elles ont essuyé un refus de discuter de la plupart des situations à l'ordre du jour et sont toujours en attente de réponses pour les personnes qu'elles défendent, notamment de nombreux jeunes et enfants dans l'angoisse de savoir s'ils pourront continuer leur scolarisation.

Ce mardi, une délégation du Réseau Éducation Sans Frontières (RESF) qui porte particulièrement la défense des jeunes scolarisés doit être reçue à 10 h à la préfecture. Nous sommes inquiets de l'annonce qui a déjà été faite d'un refus de discuter de la plupart des situations. Seules 10 le seraient, les associations étant invitées à faire le tri de ceux qui n'auraient même pas le droit d'être défendus.

Nous appelons à venir soutenir la délégation et surtout celles et ceux qu'elle défendra

**Disons haut et fort que la France doit rester une terre d'accueil, solidaire et ouverte
au monde**

Non aux séparations d'enfants de leurs parents

**Soutenons la demande de solutions d'urgence pour ces enfants, ces familles, ces
adultes en danger**

RASSEMBLEMENT DEVANT LA PREFECTURE

(rue de la Préfecture)

mardi 3 juillet à partir de 9h30

Collectif de soutien aux demandeurs d'asile et migrants :

ACAT Dijon / Action Catholique Ouvrière / AGIRabcd 21/Amis de la Confédération Paysanne/ Amnesty International Dijon / Association des Paralysés de France/ ATTAC 21 / ATMF Dijon / CFDT 21 / CGT 21 / Club Unesco Dijon/CCFD Terre Solidaire/CLCV /CNT 21 /Collectif du lycée d'accueil inter-national du Castel/Confédération Paysanne/ CSF / Espace Autogéré des Tanneries / Euphorbe en Illabakan / FCPE / FSU 21 / LVN personnalistes et citoyens / Ligue des Droits de l'Homme / MAN /Mouvement de la Paix/ MRAP / Pastorale des Migrants / RESF 21 /SAF /SNES FSU/ SOS Refoulement / SOS racisme / Solidaires / Solidarité afghane /Sud santé sociaux/ UJFP / UNEF/ Tends la Main / Urgence Solidaire